

Commission 10 : Communication – Nouvelles Technologies

Rapport d'étape contributif en vue du congrès programmatique d'Arras

Sommaire

- [1 Très Haut Débit - THD](#)
- [2 Neutralité du réseau \(HADOPI, LOPSI2, Jeux en ligne\)](#)
- [3 Free Libre et Open Source Software - FLOSS](#)
- [4 Administration électronique](#)
- [5 Action politique](#)
- [6 Santé et handicap](#)
- [7 Communication](#)
- [8 Des Propositions 100% Mouvement Démocrate](#)
 - [8.1 IMPORTANT : Ajouter une section "Numérique et Communication" au sommaire du document d'origine :](#)
 - [8.2 1.12 Numérique et Communication : Du lien pour le futur \(premier amendement\)](#)
 - [8.3 4.5bis Internet, Numérique et Nouvelles Technologies \(second amendement\)](#)

Très Haut Débit - THD

Le THD (100 Mbps) est une infrastructure à haut rendement économique, social et environnemental. Les conséquences : meilleur aménagement du territoire, développement d'emplois hors des centres urbains, réduction des déplacements, développement de services et d'usages associés (téléprésence, télé médecine...), qui pourront être interconnectés avec d'autres pays lorsque ces derniers passeront au THD.

Action : Il n'est pas utile partout pour l'Etat ou les Collectivités Territoriales de construire à leurs frais le réseau. En zones denses, il suffit de fixer en amont un cahier des charges strict aux FAI pour qu'il couvrent tout le territoire et respectent la concurrence (multiprises). Ailleurs (zones très peu denses), l'action publique est requise, éventuellement sous forme de PPP (Partenariat Public-Privé), ou avec une péréquation style FACé (Fond d'Amortissement des Charges d'Electrification), qui a permis en son temps de déployer le réseau électrique y compris dans les zones rurales.

Favoriser les Réseaux Ouverts d'Initiative Privée (ROIP) favorisant la mutualisation et l'émergence de services innovants : ne pas renouveler le fiasco des antennes de téléphonie mobile.

Neutralité du réseau (HADOPI, LOPSI2, Jeux en ligne)

Définition : Tout utilisateur du réseau peut se connecter à tout endroit du réseau sans discrimination. A tout usage illicite lui sera opposé personnellement une procédure judiciaire. Le filtrage est une mauvaise idée : c'est la ligne Maginot électronique.

Exemples : Un FAI ne doit pas pouvoir offrir un service vidéo et dégrader les services concurrents. Bien différencier le contenu du contenant. Au lieu de tenter de couper des sites d'échanges étrangers entre pédophiles, mieux vaut les identifier pour les poursuivre (ce que demandent les policiers, et qui utilisent le même mécanisme technique).

Action : Affirmer ce principe et le décliner en fonction des lois. Utiliser la technologie pour appliquer la loi, au lieu de viser la technologie elle même.

Free Libre et Open Source Software - FLOSS

Définition : Vous payez une seule fois pour un service informatique sur mesure. Le produit développé et son code source peuvent ensuite librement s'échanger, favorisant l'interopérabilité, le réutilisation et l'enrichissement des solutions.

Economie : Mieux vaut des PME innovantes locales (Société de Services en Logiciels Libres, SS2L) que des monopoles étrangers. Un marché Open Source fort en France crée des emplois à haute valeur ajoutée non délocalisables. Les compétences développées permettent l'export de produits et services.

Technique : L'interopérabilité des solutions apporte un substrat stable au marché des services, et facilite les échanges.

Action : Favoriser les démarches Open Source dans les marchés publics, et dénoncer l'utilisation des marques logicielles. Le Mouvement Démocrate doit communiquer en formats de fichiers ouverts.

Administration électronique

La révolution du numérique a déjà apportée de grands bénéfices au secteur privé. La numérisation des formulaires et de leur envoi est une première étape nécessaire. L'informatisation complète des procédures pourra suivre mais elle demande du temps. Le tout doit se faire dans un respect strict des standards et l'interopérabilité.

Au service de l'humain : Electronique ne veut pas dire sans humain. Des guichets de "cyber administration" pourront aider ceux qui en ont besoin.

Sous contrôle de l'humain : Le vote doit lui rester sous forme papier tant qu'il n'y aura aucun système de vote électronique décent. La cyberdémocratie (démocratie 2.0, participative, par Internet) sera la prochaine révolution de la République.

Action politique

L'industrie des NTs a besoin de reconnaissance publique et de défense politique. Nos champions d'envergure mondiale sont : Dailymotion dans le web, Archos pour le multimédia, Free pour la TV sur internet, Dassault Systems pour les logiciels de conception (avions, voitures, ...), Mandriva comme système d'exploitation, Ubisoft Infogrames et Vivendi pour les jeux vidéos.

La France doit investir et soutenir les aspects où elle est forte : Cloud Computing, réseaux sociaux, jeux vidéos, domotique/robotique.

Une réelle légalisation et promotion du télétravail apporterait des bénéfices immenses dans les domaines sociaux, des transports, de l'environnement.

Santé et handicap

Les NTs peuvent aider à améliorer la santé des Français et faire des économies : Aide au maintien à domicile des personnes âgées, développement du télédiagnostic. Les normes d'accessibilité doivent être respectées sur les sites internet du parti et des services publics.

Le grenelle des ondes n'a pas abouti sur des recommandations pertinentes et scientifiquement fondées concernant les effets des ondes (WiFi, Mobile, ...).

Communication

Supports : Il faut pousser les sections à communiquer directement sur internet pour toucher leurs proches. Standardiser la communication sur les différents médias, et jouer sur leur complémentarité : internet, mais aussi télématique (appels, SMS) pour annoncer les événements importants. Le support papier reste indispensable pour certains, mais seuls ceux qui le souhaitent doivent tout recevoir en papier.

Communiquer autrement : Cesser de vouloir nous différencier des autres partis et afficher nos idées communes. Mettre fin au "politiquement correct" : Dire la vérité, être transparents. Remplacer les discours politiques monologues par des présentations visuelles interactives accessibles aux malentendants.

Terminologie du MoDem : Nous nommer officiellement "les démocrates" (cf Wiktionary et demande en cours auprès de l'Académie Française (D.2060)) Redéfinir l'équation MoDem=François BAYROU. Utiliser "Nous" et pas "Je" pendant les discours. Proposer un champ lexical unifié : Humanisme, Démocratie, Équité, Transparence.

Des Propositions 100% Mouvement Démocrate

- Budget : Pas de surcoût mais des économies.
- Social : Développement d'emplois hautement qualifiés non délocalisables bien répartis sur le territoire, révolution du Très-Haut Débit, du Cloud Computing et du Télétravail.

- Marché : Cahier des charges public/réalisation privée favorisée, règles de fluidification du marché, optimisation des dépenses pour la société.
- Environnement : Impacts très positif en ce qui concerne les transports, l'utilisation du papier. Le Mouvement Démocrate doit être exemplaire dans ce domaine.

Ce programme soutient l'innovation et la création, c'est un programme de confiance dans l'avenir et les nouvelles technologies.

IMPORTANT : Ajouter une section "Numérique et Communication" au sommaire du document d'origine (suite à non prise en compte dans la première version du document):

1.12 Numérique et Communication : Du lien pour le futur (premier amendement)

Aménagement Numérique du Territoire : Pour un monde interconnecté

L'aménagement numérique du territoire est aussi vital en 2010 que l'a été l'électrification dans les années 1930. Le Très Haut Débit, THD (100 Mbps) est une infrastructure à haut rendement économique social et environnemental. Les conséquences : meilleur aménagement du territoire, création d'emplois hors des grands centres urbains, réduction des déplacements, développement des entreprises de services. Il n'est sans doute pas utile que partout l'Etat ou les collectivités territoriales construisent les réseaux à leurs frais – mais souvenons nous des efforts déployés pour obtenir un accès (presque) équitable à l'ADSL sur le territoire. C'est pourquoi l'initiative privée doit être épaulée là où c'est nécessaire (comme la loi le permet) pour connecter l'ensemble des foyers, des entreprises et des administrations de France – et pas uniquement dans les zones rentables pour les opérateurs télécoms (on finance les investissements ruraux avec un prélèvement sur les consommations urbaines).

Finances Publiques : Le retour sur investissement de la révolution numérique

La révolution du numérique a déjà apporté de grands bénéfices au secteur privé. Afin d'alléger nos finances publiques, l'informatisation complète des procédures administratives est une première étape nécessaire du passage à une « administration électronique », qui demandera du temps. Electronique ne signifie pas déshumanisée. Ainsi des espaces de « cyber-démocratie » de proximité pourront assister les citoyens dans leurs démarches administratives en ligne. L'utilisation des standards ouverts et l'assurance de l'interopérabilité des solutions mise en oeuvre sont des impératifs absolus.

Economie solidaire et responsable : L'apport des nouvelles technologies

Mieux vaut des PME innovantes locales (Société de Service en Logiciels Libres, SSL) que de grands monopoles étrangers. Un marché avec un fort potentiel d'emplois à haute valeur ajoutée et non-délocalisables, avec des retombées à « tous les autres étages » du numérique en France. Il faut donc favoriser les démarches Open Source, à commencer par les marchés publics. L'industrie des Nouvelles Technologies a besoin de reconnaissance publique et de

défense politique. La France doit donc investir et soutenir des aspects où elle est forte : Cloud Computing, réseaux sociaux, jeux vidéos, domotique et robotique.

Santé et Technologie :

Les Nouvelles Technologies peuvent aider à améliorer la santé des Français et à économiser l'argent public : aide au maintien à domicile, développement du télédiagnostic. Les normes d'accessibilité doivent être respectées afin de ne courir aucun risque sanitaire causé par les ondes.

De la Communication au Mouvement Démocrate : Quand la démocratie commence par nous même

Communiquer autrement : Cesser de vouloir nous différencier des autres partis et afficher nos idées communes - le "cogramme", issu d'un "plurilogue". Mettre fin au politiquement correct : dire la vérité, être transparents. Pousser les sections à communiquer directement sur Internet pour toucher un maximum de personnes, sans pour autant délaisser le "porte à porte". Standardiser la communication sur les différents médias et jouer sur leur complémentarité : internet, mais aussi télématique (appels, SMS) pour annoncer les évènements importants. Le support papier reste indispensable pour certains, mais sa réduction drastique doit être un des objectifs affichés du Mouvement. Remplacer les discours politiques monologues par des présentations visuelles plus dynamiques, plus moderne, et accessibles aux malentendants.

4.5bis Internet, Numérique et Nouvelles Technologies (second amendement)

Internet constitue une révolution du même ordre que l'invention de l'imprimerie il y a cinq siècles. Ce moyen d'expression donne librement la parole à tout citoyen et accès à une multitude de sources d'informations complémentaires. Internet constitue un des derniers lieux de débats ouverts et contribue à l'épanouissement de la démocratie et de l'intelligence collective.

Le concept de neutralité du réseau doit être reconnu comme un prérequis indispensable au développement des technologies et au maintien de la liberté d'expression, comme le souhaitent les autorités de régulation (ARCEP) et les parlementaires européens. Toute forme de censure du réseau doit être rendue publique et validée par une autorité judiciaire.

Les moyens doivent être mis sur l'identification des auteurs des méfaits et non pas sur une illusoire mesure de protection par un filtrage facilement contourné..

La réponse au problème des droits d'auteur sur internet tient en trois points complémentaires : développement et multiplicité des offres légales (il est toujours impossible d'acheter un film sur iTunes fin 2009), un système au forfait illimité de type "licence globale" et enfin un secteur non marchand pour la promotion des artistes qui le souhaitent (partiellement interdit en France).

La construction et l'accès à un réseau ouvert et à Très-Haut Débit est un vecteur du droit d'expression, d'accès à la culture, à de nombreux services publics et privés, au travail à

distance, à l'aide au maintien à domicile, d'émancipation pour les personnes handicapées et au regain des activités locales.

Les pouvoirs publics doivent encadrer et investir de manière coordonnée dans le déploiement de cet outil majeur d'aménagement sur tout le territoire, qui devrait être basé sur la fibre optique, cette dernière offrant un débit virtuellement illimité.

De la même façon, le marché du logiciel libre et interopérable est générateur d'emplois et services à haute valeur ajoutée, innovants, peu polluants et non-délocalisables sur tout le territoire, surtout par des PME d'un type nouveau : les Sociétés de Services en Logiciels Libres (SS2L).

Un Small Business Act pour ces PME et l'utilisation d'un standard unique basé sur un standard technique international (ODF) sont nécessaires.

A terme, l'ensemble de ces actions doivent permettre à la France de mettre en œuvre un "Cloud Computing national", source d'une croissance socio-économique soutenable et d'une aura internationale.